

peu  
r ces  
cipe  
Jnies  
rend  
t est  
d'un  
le de  
cipait  
gueur  
que  
une  
nales  
eu en  
te en  
sance  
com-  
niste  
r une  
ce ne  
sance  
onne-  
dence  
itude  
merce  
de ce  
s'est  
lions.  
ennes  
emier  
avec  
er les  
mmer-  
croître  
up de  
s pas.  
jour-  
public  
tablir  
ations  
partie  
et, en  
ar op-  
rends  
omme

je l'ai déjà dit, certains prétendent que le fait de reconnaître la Chine de Pékin provoquera automatiquement l'établissement de relations amicales. Mais à notre sens, il faut avancer avec prudence, afin de découvrir dans quelle mesure il est réellement possible d'améliorer nos relations avec la Chine communiste. Il y a peu d'avantages, croyons-nous, à reconnaître la Chine communiste si le seul résultat est de nous placer dans une situation analogue à celle où se trouvent d'autres pays qui ont pris cette initiative et ont ensuite été la cible de critiques et d'attaques violentes, parce qu'ils n'ont pas toujours appuyé la Chine communiste conformément à ce que le Gouvernement de Pékin considère comme une obligation découlant de la reconnaissance officielle.

Je pose trois questions, monsieur l'Orateur. Voici la première: devrions-nous reconnaître la Chine continentale avant d'avoir lieu de croire que ce geste ne gêne nos relations plutôt qu'il ne les favorise? Deuxième question: devrions-nous reconnaître la Chine continentale, si par suite de notre décision on se méprenait sur notre attitude dans les pays asiatiques? — c'est-à-dire si ces pays s'imaginaient que, puisque le Canada et d'autres puissances occidentales ont reconnu la Chine communiste, il est inutile pour eux de résister à l'influence grandissante du Gouvernement de Pékin, non seulement dans le domaine international mais aussi dans le domaine national. Et voici ma troisième question: ne conviendrait-il pas également de songer, comment serait modifié la position de Pékin parmi les Chinois d'outre-mer du Sud-Est asiatique si le Canada et d'autres pays reconnaissaient la Chine communiste? Ces gens pourraient conclure de cette reconnaissance officielle qu'ils devraient pouvoir subvertir l'intérêt national de ces pays de bonne volonté en transférant leur loyauté au régime de Pékin.

Ce sont des questions que nous examinons très soigneusement. Bien plus, il est inquiétant de voir que l'année dernière la Chine communiste nous a donné peu de raisons de croire qu'elle a réellement conscience de sa responsabilité à l'égard du maintien de la paix dans le monde. Par suite de la visite de M. Dulles à Taïwan, en octobre dernier, le secrétaire d'État américain et Tchang Kai-chek ont publié un communiqué conjoint, aux termes duquel il était stipulé que le Gouvernement nationaliste n'aurait pas recours à la force pour essayer de reprendre pied en Chine continentale. Toutefois, nous constatons avec une certaine inquiétude que le Gouvernement de la Chine communiste n'a pris aucun engagement semblable en ce qui a trait à Formose et aux autres îles au large du littoral. Je n'ai pas l'intention de m'étendre au sujet de ces îles, mais je me contente de dire que le Gouvernement de Pékin n'a manifesté aucune intention analogue à celle qui a été exprimée par le gouvernement nationaliste. C'est son droit. Qu'il ait agi ainsi ne signifie pas nécessairement que nous devrions refuser de reconnaître la Chine. Mais nous sommes libres, de notre côté, de juger qu'en pareilles circonstances, la reconnaissance serait de peu d'utilité et ne favoriserait aucunement nos intérêts.

Le Gouvernement actuel estime donc qu'il faut faire montre de prudence. Il nous faut prendre l'initiative dans des domaines limités (celui du commerce, et d'autres que j'ai mentionnés) et profiter de toutes les occasions qui se présentent pour supprimer les causes de mécontentement